

*britannique*. Mais même si ça ne l'était pas, les élections, tout comme le 100 mètres aux jeux Olympiques, sont un jeu à somme nulle, dans lequel le gagnant remporte l'intégralité de la mise. Celui qui arrive le premier, que ce soit de quelques votes ou de quelques millisecondes, remporte toute la course. Ils sont aux commandes du pays. Ils ont la médaille d'or. Ils ont le droit de nommer les juges de la Cour suprême. Ils peuvent sortir le pays de l'Union européenne.

La seule différence, bien sûr, c'est que si vous vous faites choper en train de tricher aux jeux Olympiques, vous êtes disqualifié et l'on vous reprend votre médaille. On ne discute pas pour savoir si l'athlète dopé « aurait gagné de toute façon » – l'intégrité du sport exige une course équitable. Mais, en politique, il semblerait que nous ne posions pas l'intégrité comme un prérequis nécessaire à notre démocratie. Les punitions sont plus dures pour les athlètes qui trichent dans un sport que pour les campagnes qui trichent à des élections. Même s'ils n'ont gagné qu'avec 3,78 % de suffrages d'écart, les Brexiteurs prétendent incarner l'intégralité de la « volonté du peuple » – et même quand Trump *perd* le vote populaire de 2,1 %, il revendique la victoire. Même s'il a été prouvé que *Vote Leave* avait triché, personne n'est venu lui reprendre sa médaille du Brexit. Personne n'a été disqualifié pour de futures élections, et les deux chefs de *Vote Leave*, Boris Johnson et Michael Gove, ont tous deux eu le droit de se présenter au poste de Premier ministre. Les crimes commis contre notre démocratie ne sont pas considérés par la classe politique comme de « vrais crimes ». Pour beaucoup,

ces transgressions sont l'équivalent d'une amende pour stationnement interdit, et ce, en dépit des très graves dangers que nous encourons quand nos institutions civiles peuvent être aussi facilement sapées par des criminels ou des États étrangers, hostiles, qui cherchent à faire du terrorisme électoral contre notre société. Ajoutons, bien sûr, que les personnes les plus puissantes de Grande-Bretagne et d'Amérique ont soutenu que ces crimes n'avaient même pas été commis – qu'il s'agissait de « canulars », d'élucubrations de leurs adversaires rendus amers par leur défaite. Et ceci, face à ce que nous appelions, il y a peu de temps encore, les « faits » et la « réalité ».

On pourrait penser que conspirer pour hacker les dossiers médicaux et les emails privés de l'un des dirigeants de la planète, corrompre des ministres, faire chanter des cibles et montrer aux électeurs des vidéos de meurtres d'une rare violence auraient d'une façon ou d'une autre des conséquences juridiques. Mais non. Aucune des personnes impliquées dans les projets africains de Cambridge Analytica n'a été juridiquement inquiétée. Il se révéla trop difficile d'établir la juridiction – est-ce que « suffisamment » du crime s'était produit en Grande-Bretagne pour permettre des poursuites pénales devant une cour de justice anglaise ? Leurs serveurs étaient situés partout dans le monde, les rendez-vous avaient eu lieu dans différents pays, les hackers habitaient dans un autre pays encore, et Cambridge Analytica n'avait fait que *recevoir* du matériau hacké à Londres, mais n'en avait jamais fait la *demande*, du moins au Royaume-Uni. Même si plusieurs personnes témoignèrent de ce qu'il s'était passé,

Je mentirais si je prétendais ne pas être bien plus cynique aujourd'hui qu'au début de cette aventure. Mais je ne me suis pas résigné pour autant. Au contraire, je pense que j'en ressors encore plus radical. Avant, je pensais que, bon an mal an, notre système fonctionnait correctement. Je me disais qu'il devait bien y avoir quelqu'un, quelque part, avec un plan pour résoudre les problèmes posés – par exemple par Cambridge Analytica. J'avais tort. Notre système est cassé, nos lois ne fonctionnent pas, nos régulateurs sont faibles, nos gouvernements ne comprennent pas ce qu'il se passe, et notre technologie est en train d'usurper la place de notre démocratie.

J'ai donc dû apprendre à trouver ma propre voix pour pouvoir dire haut et fort ce que je voyais arriver. Je suis plein d'espoir, parce que j'ai vu ce qu'il se passe quand on y arrive. Lorsque le *Guardian* a publié cette histoire, beaucoup de journalistes n'y ont vu qu'un enchevêtrement de différentes théories du complot. La seule idée qu'ils puissent faire l'objet d'un quelconque examen faisait rigoler les gars de la Silicon Valley. Les politicards de Washington et de Westminster n'y virent qu'une anecdote. Pour qu'elle fût prise au sérieux, il fallut toute la détermination de l'équipe de femmes de la section Art & Culture du *Guardian* et de son supplément du dimanche, *The Observer*. Il fallut l'attention des femmes qui menèrent l'enquête pour l'Information Commissioner's Office et la Commission électorale. Et il fallut deux lanceurs d'alerte immigrés et queer soutenus par une inébranlable avocate. Cette histoire a eu besoin de toute l'énergie de femmes, d'immigrés et de personnes queer pour permettre

au public de prendre conscience de la discrète puissance colonisatrice de la Silicon Valley et des technologies numériques qu'elle a inventées pour nous assiéger. Nous n'avons jamais cessé de donner de la voix jusqu'à ce que le monde voie enfin ce que nous, nous voyions.

Quand on grandit et qu'on est queer, on apprend très tôt que son existence est extérieure à la norme. Nous nous retirons dans un placard et cachons la vérité jusqu'à ce que cela devienne insupportable. Vivre dans le placard est douloureux. C'est un acte de violence émotionnelle que nous nous infligeons à nous-même pour ne pas gêner ceux qui nous entourent. Les personnes queer comprennent intimement les systèmes de pouvoir, et faire son *coming out*, dire la vérité, est un acte profondément transformateur. En sortant du placard, nous mesurons la puissance que recèle le fait de dire la vérité à ceux qui n'ont peut-être pas particulièrement envie de l'entendre. Nous rejetons leur confort et nous les obligeons à écouter. Pourquoi est-ce que tant de gays soufflent-ils dans des sifflets<sup>1</sup> lors des Marches des fiertés ? Pour attirer l'attention. Pour annoncer que nous avons fini de nous cacher. Pour défier l'hégémonie des puissants. Et, comme tant d'autres personnes queer avant moi, j'ai dû accepter ma vérité et embrasser mon inévitable échec à correspondre un jour à l'idéal masculin imposé par la société.

Je suis un lanceur d'alerte queer, ce fut donc mon second *coming out*. Soumis à une clause de confidentialité,

1. Rappelons qu'en anglais, « lanceur d'alerte » se dit *whistleblower*, soit « celui qui souffle dans un sifflet ». (N.d.T.)

millions de livres des comptes de la société, empêchant le versement de la moindre indemnité de licenciement à ses futurs ex-employés. Par la suite, il nia les faits devant le Parlement, expliquant que, s'il avait retiré l'argent, c'était « en échange de services non documentés » et que, d'ailleurs, il comptait bien remettre sur les comptes une partie de cette somme. Certes, beaucoup de ses anciens partenaires commerciaux et de ses pairs l'évitent quand ils le croisent dans l'un des clubs privés de Pall Mall, mais, dans la mesure où il est démesurément riche, il peut aussi bien se contenter de jouir de son héritage dans son manoir londonien de Holland Park. Il ne lui est pas arrivé grand-chose, mis à part quelques audiences publiques particulièrement embarrassantes au Parlement au cours desquelles il affirma que son entreprise avait disparu à cause des « médias gauchistes mondiaux ».

Après que j'eus publiquement révélé l'affaire de Cambridge Analytica, Brittany Kaiser s'auto-intitula lanceuse d'alerte et embaucha un expert en relations publiques pour l'aider à caler des interviews. Elle participa à une audience parlementaire au cours de laquelle elle admit avoir été impliquée dans le projet nigérian, affirma que Cambridge Analytica conservait certainement des données Facebook, et éclaircit sa relation avec Julian Assange. (Par la suite, on découvrit qu'elle avait rendu visite à Assange à l'ambassade équatorienne de Londres.) Juste après la fin de son témoignage, Nix envoya un texto à Kaiser : « Bien joué Britt, ça avait l'air bien chaud et tu t'en es bien sortie ;) » Le jour suivant, elle tint une

conférence de presse à New York pour annoncer son nouveau projet lié aux données : quelque chose qui s'appelait Internet of Value Omniledger, et qui était apparemment destiné à rendre possible notre *data freedom* (« liberté de données »).

À l'instar de Kaiser, plusieurs anciens dirigeants de Cambridge Analytica s'empresèrent de fonder leur propre entreprise. L'ancien chef de produit de CA, Matt Oczkowski, créa une entreprise appelée Data Propria (ce qui signifie « données personnelles » en latin) et embaucha le *data scientist* en chef de CA, David Wilkinson. Cette société a déclaré qu'elle se concentrerait sur le ciblage de « déclencheurs comportementaux motivationnels » et a déjà commencé à travailler sur la campagne présidentielle de 2020 de Donald Trump. Mark Turnbull, l'ancien directeur général de Cambridge Analytica, décida d'unir ses forces avec l'un des ex-associés de l'entreprise, Ahmad Al-Khatib, pour fonder Auspex International, qu'ils décrivent comme une « boutique de conseil géopolitique » qui serait « fondée sur l'éthique ».

Mon plus grand regret concerne Jeff Silvester. Il m'est extrêmement difficile d'exprimer à quel point j'ai été navré et exaspéré à la fois en apprenant ce que lui et AIQ avaient fait ensemble. Il avait été mon mentor quand je n'étais qu'un ado et l'homme qui m'avait mis le pied à l'étrier en politique. Il m'avait soutenu, encouragé, aidé à grandir et à développer mes talents. Je ne comprends toujours pas comment il a pu continuer à travailler pour quelque chose d'aussi mauvais, d'aussi colonial, d'aussi illégal et d'aussi malfaisant. J'ai bien essayé de lui parler, de le pousser